

**SURCHARGE DES PROGRAMMES****Des élèves de terminale de la capitale en grève**

**Le syndrome de la grève des lycéens de 2008 est-il de retour ? Depuis mercredi dernier, des élèves de terminale d'au moins cinq lycées de la capitale sont en grève. La cause ? «Il y a surcharge des programmes scolaires. On n'a pas le temps d'aborder tous les sujets avant de se présenter aux épreuves du baccalauréat.»**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Des délégués d'élèves de terminale des lycées Aroudj et Kheïreddine-Barberousse, Rouchaï-Boualem, Omar-Ibn-El-Khattab et Ibn-Ennas ont fait le tour des rédactions pour faire part de leur désarroi devant «une situation devenue insupportable». Il s'agit du nouveau programme imposé par la réforme de l'éducation «qui ne leur laisse pas le temps de souffler». «Nous avons eu cours même pendant les jours fériés et nous n'arrivons pas à avancer. Les enseignants ne peuvent rien faire pour nous, ils n'y sont pour rien», explique Karim,

un doublant qui n'a réussi à obtenir qu'un 10 sur 20 au premier trimestre.

«Cette année, le niveau est très faible. Les résultats du premier trimestre sont catastrophiques. On a dit que la moyenne nationale de ce premier trimestre ne dépasse pas 8 sur 20. J'ai été admise en classe terminale avec un 12 de moyenne mais je n'ai pu avoir qu'un 7 sur 20 au premier trimestre. La réforme ne nous a touchés qu'en troisième année. On paye les frais d'une opération expérimentale. En plus d'une assimilation trop faible de ces programmes, les travaux pratiques ne sont pas assu-

rés, par manque de temps et de moyens. Comment allons-nous faire le jour de l'examen du baccalauréat ?» s'est interrogée, pour sa part, Nesrine.

Les lycéens revendiquent l'allègement des programmes. Ils avouent qu'ils sont dans l'incapacité de trouver le temps nécessaire pour réviser leurs programmes. «Nous n'avons ni le temps de réviser, ni celui de nous consacrer à nos activités extrascolaires, telles que le sport, d'autant plus que les lundis et les jeudis sont réservés aux cours de soutien. Même durant la semaine, après 17 h, ce sont encore des cours», ajoutent-ils.

Les élèves de terminale se plaignent aussi du nombre important d'épreuves à l'examen du baccalauréat. «Il y a des filières où nous sommes obligés de préparer plus de



Les lycéens se plaignent du nombre important d'épreuves à l'examen du baccalauréat.

10 épreuves. Nous demandons à ce que les responsables suppriment au moins quelques chapitres dans certaines matières, selon les

filiales», réclament-ils. Pour rappel, les syndicats autonomes de l'éducation avaient tiré la sonnette d'alarme en appelant à une formation des enseignants avant de procéder à l'application de la réforme.

Il y a une année, soit en janvier 2008, des lycéens de terminale ont eu recours également à la grève pour se faire entendre.

Ils avaient boudé leurs cours dans la capitale, puis dans d'autres wilayas du

pays, pour soulever le problème de surcharge des programmes et l'augmentation du nombre des épreuves au baccalauréat.

Ces lycées, issus de la réforme, ont durci le ton durant plusieurs semaines, avant que le ministère de l'Éducation nationale ne sorte de sa réserve et prenne des décisions d'allègement des programmes tel que revendiqué par ces derniers.

A. B.

**ILS OBSERVENT AUJOURD'HUI UN SIT-IN****Des non-voyants dans la tourmente**

**Des non-voyants représentant la frange de la société la plus vulnérable crient leur ras-le-bol. «Nous ne demandons pas l'aumône, disent-ils, mais nous voulons être formés et trouver un travail.» Ils observent aujourd'hui un sit-in devant le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté algérienne à l'étranger**

**F.-Zohra B - Alger (Le Soir)** - Ces jeunes, dynamiques, souriants et dotés d'un sens de l'humour à toute épreuve, vivent une situation précaire et se débattent dans des difficultés qu'ils veulent coûte que coûte surmonter.

Originaires d'Alger, de Saïda, de Béchar et d'Adrar, ils se révoltent, précisent-ils, contre l'indifférence du département ministériel censé apporter son aide aux personnes handicapées. En plus du parcours du combattant

qu'ils doivent mener au quotidien, ils connaissent, depuis lundi passé, une épreuve de plus.

Convoqués par le centre de formation spécialisé des Quatre-Chemins à Kouba, ils sont venus des quatre coins du pays pour passer un test psychologique. «Arrivés sur place, et après un entretien qui a duré un quart d'heure, nous nous sommes retrouvés à la rue, sans hébergement. Nous nous sommes déplacés au ministère de la Solidarité et nous avons attendu de huit heures du matin à six heures du soir sans être reçus. Des agents de police nous ont conduits par la suite à la gare routière où nous avons été abandonnés à notre sort», nous confie le jeune Tayeb Meftah, originaire de Saïda, précisant, en outre, que lui et ses compagnons veulent seulement être inscrits au centre de formation spécialisé.

Un problème d'hébergement se pose pour ces jeunes non-voyants

d'autant que l'internat du centre des Quatre-Chemins est en construction. C'est cette difficulté que ces jeunes, motivés, soucieux et désireux de s'assurer une formation, sont décidés à surmonter avec l'aide du département de la solidarité.

A ce jour, leurs doléances sont restées sans réponse. «Nous lançons un énième appel au ministre de la Solidarité pour qu'il nous aide à recevoir une formation pour pouvoir travailler, vivre et aider nos familles. Nous ne voulons pas être à la charge de la société.» La plupart de ces jeunes ont le niveau d'études secondaires et se disent prêts à travailler notamment comme standardistes.

Désabusés et livrés à eux-mêmes, ils tentent aujourd'hui de se faire entendre en organisant un sit-in devant le ministère de la Solidarité nationale. Ils espèrent au moins être écoutés.

F.-Z. B.

**BOUIRA****Quatrième semaine de grève au centre universitaire**

**La direction du centre universitaire colonel Akli Mohand Oulhadj essaye de calmer les esprits en réitérant sa disponibilité au dialogue, en annulant toute poursuite judiciaire à l'encontre de l'étudiant qui devait comparaître devant le conseil de discipline et en appelant les étudiants à la reprise des cours afin de réduire le retard accusé après les trois semaines de grève.**

Les étudiants, rassemblés autour des six organisations (Ugel, Ugea, Aren, Lnea, SNE et Unja) durcissent le ton en décidant, outre le boycott des cours et des examens, de boycotter, à partir d'hier, la restauration au niveau des trois restaurants universitaires.

Outre cette décision, les étudiants, qui avaient menacé de porter la protestation dans la rue, ont finalement marché dans l'enceinte universitaire et observé un sit-in à l'intérieur de la direction des œuvres

universitaires. Par ces gestes, les représentants des étudiants, que nous avons rencontrés hier sur place, lancent un message aux responsables du ministère de l'Enseignement supérieur en leur disant que les étudiants ne veulent pas du pourrissement de la situation ni de son aggravation.

Aussi, leur décision de renoncer aux marches publiques obéit à cette logique de confiner le problème à l'intérieur de l'enceinte universi-

taire afin qu'il n'y ait pas de débordements. De plus, et toujours selon ces étudiants, l'approche de l'importante échéance de l'élection présidentielle nécessite une prise en charge réelle de leurs revendications et en toute urgence afin que les étudiants, surtout ceux regroupés autour des quatre organisations (Ugel, Aren, Unea et Lnea) qui avaient signé un pacte pour soutenir le candidat Bouteflika, puissent se consacrer à la campagne de cette élection et expliquer aux étudiants l'importance de la participation à ces joutes électorales. Enfin, les représentants des étudiants reviennent sur la commission d'enquête ministérielle qui était venue la semaine dernière et se disent totalement déçus vu qu'elle n'avait pas accédé aux revendica-

tions des étudiants qui consistent en une véritable enquête sur la gestion du centre universitaire, des œuvres universitaires et de l'animation culturelle. D'après les représentants des étudiants que nous avons rencontrés hier, la revendication principale des étudiants grévistes est le départ des directeurs du centre universitaire et des œuvres universitaires, responsables, selon eux, de la situation qui prévaut au sein du centre universitaire et des cités. Cependant et toujours selon nos interlocuteurs, par respect pour leurs organisations, ils veulent que ce constat soit conclu par l'enquête ministérielle. En attendant, la grève se poursuit et le durcissement du ton n'est pas à écarter selon eux.

Y. Y.

**ORAN****Une semaine d'information sur l'École des sous-officiers du matériel**

Le Centre d'information territorial de l'ANP, situé à la place du 1<sup>er</sup>-Novembre, abritera du 14 au 18 février une semaine d'information consacrée à l'École des sous-officiers du matériel (ESOM) de Aïn-El-Turck.

Prenant part à la cérémonie d'ouverture, le général Omar Tlemçani a donné hier le coup d'envoi de cette semaine. Pour sa part, le directeur de l'école, M. Sahli Noureddine a présenté un aperçu sur son centre d'instruction et de formation.

Cette unité, située à 15 km à l'ouest du chef-lieu de la ville d'Oran, est passée par plusieurs étapes avant de devenir une école de sous-officiers du matériel.

Chargée de l'instruction, de la logistique et de la formation de personnel militaire spécialisé dans la réparation et la maintenance du matériel jusqu'en 1975, cette unité devient en 1980 un centre de formation technique, puis en date du 23 mars 1983, elle est transformée en école de sous-officiers du matériel.

Cette école, comme l'expliquait son directeur, est chargée «d'assurer une formation de personnels pour la direction centrale du matériel, les différents commandements, directions et services de l'ANP, de différents grades, à savoir : sous-officiers et HDT contractuels et réserves». Elle assure également la mise à niveau du personnel militaire concernant l'usage et la maintenance des nouvelles armes et outils de guerre.

La formation est basée, d'après M. Sahli Noureddine, sur quatre volets : une formation militaire de base, une formation spécialisée en matériel, un perfectionnement des aptitudes physiques et morales du stagiaire.

L'école assure une formation dans différents domaines techniques tels que l'électricité et la mécanique des engins blindés et véhicules militaires. Une formation en électromécanique est également inscrite au programme ainsi qu'une introduction en chimie organique. Au cours de cette semaine d'information, un bon nombre d'officiers et de sous-officiers instructeurs se chargeront de l'orientation des jeunes, souhaitant entamer une carrière militaire ainsi que pour présenter les différentes activités de cette école à travers une dizaine de stands déployés au centre d'information.

Ben Aziz